

**Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international**

**Accès à l'information et protection  
des renseignements personnels**

**Rapport annuel 2002-2003**

Avril 2003

# Table des matières

	<b>Page</b>
<b>Le Contexte</b>	4
<b>I. Organisation du Bureau de l'AIPRP et mise en application des Lois</b>	6
<b>II. Activités principales du Bureau de l'AIPRP</b>	7
<b>III. Autres responsabilités</b>	8
<b>IV. Défis</b>	10
<b>V. Progrès réalisés</b>	11
<b>Partie I – Accès à l'information</b>	
<b>Interprétation/explication</b>	12
<b>Demandes traitées</b>	12
<b>Demandeurs</b>	13
<b>Plaintes</b>	14
<b>Affaires portées devant la Cour fédérale</b>	14
<b>Partie II – Protection des renseignements personnels</b>	
<b>Interprétation/explication</b>	15
<b>Demandes traitées</b>	15
<b>Plaintes</b>	16
<b>Demandes de correction de renseignements</b>	16
<b>Évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels</b>	16
<b>Voies officielles et non officielles</b>	16

<b>Divulgence aux termes de l'alinéa 8(2)(e)</b>	17
<b>Divulgence aux termes de l'alinéa 8(2)(m)</b>	17
<b>Usage et divulgation</b>	17
<b>Affaires portées devant la Cour fédérale</b>	17

**Annexe A - Rapport statistique, *Loi sur l'accès à l'information***

**Annexe B - Rapport statistique, *Loi sur la protection des renseignements personnels***

**Annexe C - Responsabilités obligatoires du Ministère**

## **Le Contexte**

### **LE BUREAU DE L'AIPRP DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL**

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) s'étend d'Ottawa jusqu'à ses missions à travers le monde et joue un rôle spécifique et parfois difficile, ce qui rend celui du Bureau de l'AIPRP également étendu et complexe.

### **Une foule de sujets**

Les demandes reçues en 2002-2003 portaient sur une vaste gamme de sujets: événements politiques d'actualité, affaires consulaires (Canadiens en difficultés à l'étranger), l'ALENA, questions concernant les finances, problèmes d'importation et d'exportation, questions relatives au commerce, relations du Canada avec différents pays, renseignements sur les passeports, questions concernant le personnel, les dépenses du ministre et d'ambassadeurs, l'immunité diplomatique, les subventions et les contributions, entres autres.

Un exemple frappant et inhabituel est celui des 61 demandes - reçues à la même date d'un seul demandeur - pour tous les documents dans le système courriel d'une large gamme d'employés du Ministère, ce qui a exigé un effort immédiat et considérable de la part du Bureau de l'AIPRP, effort qui devra continuer pendant encore au moins un an.

### **Les défis qui se posent au Ministère**

Les employés du Ministère se déplacent souvent, passant d'affectations à l'administration centrale à d'autres dans des missions à l'étranger et vice-versa. Il incombe au Bureau de l'AIPRP d'assurer la continuité de l'information et de sensibiliser chacun aux obligations juridiques découlant de la *loi*. La sensibilisation des collègues aux dispositions des deux *lois* est une préoccupation importante. De bonnes relations professionnelles avec les Bureaux de première responsabilité (BPR) ont permis au Bureau de l'AIPRP de se servir de divers outils de formation. Compte tenu de l'accroissement exponentiel de l'information, le MAECI a entrepris, comme d'autres organismes fédéraux, de réviser ses systèmes de gestion des documents et de stockage de l'information. Dans ce contexte, le Bureau de l'AIPRP fait de sérieux efforts pour rappeler aux agents l'importance d'une bonne gestion des documents et de l'information et pour encourager les collègues à enregistrer et à garder tous les écrits relatifs à leur travail.

Compte tenu de l'augmentation incessante du nombre total de demandes (voir graphique 1998-2003 à la page 12), ainsi que du nombre de demandes de consultation et du nombre total de pages examinées (voir graphique, page 11), l'accroissement du rendement du Bureau de l'AIPRP a constitué un objectif prioritaire. Le nouveau Guide des procédures s'est avéré un outil utile, et a été régulièrement mis à jour au cours de l'année.

## **Demandeurs**

Au cours de l'exercice, les demandeurs (voir graphique, page 13) se recrutaient souvent parmi les membres des médias, suivis par les entreprises, avec une augmentation considérable du nombre de demandes cette année. Ceci reflète l'intérêt que les Canadiens portent au travail du Ministère et à ses interventions dans de nombreux domaines publics.

## **Bilan des efforts déployés**

Depuis 1999, le Commissaire à l'information du Canada a adopté une nouvelle approche en matière de surveillance des activités des ministères et organismes fédéraux. Le MAECI et d'autres ministères ont été choisis pour faire l'objet d'un suivi particulier qui s'est poursuivi dans les années suivantes. Pour la période du 1er avril au 30 novembre 2002, le Commissaire à l'information a accordé au MAECI un meilleur résultat, en reconnaissance de l'augmentation de la proportion des réponses données à temps.

\* \* \*

# I. Organisation du Bureau de l'AIPRP et mise en application des Lois

## Organisation

1. Le directeur du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) a toute l'autorité nécessaire pour exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
2. Le directeur de l'AIPRP relève du directeur général des Services exécutifs. Outre le directeur, le sous-ministre des Affaires étrangères, le sous-ministre du Commerce international et le directeur général des Services exécutifs disposent aussi des pleins pouvoirs en la matière, et tous les chefs de mission ont le pouvoir d'intervenir en vertu de l'alinéa 8(2)m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
3. À part le directeur, le Bureau de l'AIPRP a un effectif de six agents, de trois employés de soutien et de plusieurs consultants qui s'occupent tous, à temps plein, de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de fonctions directement liées à ces deux domaines. Tous les membres du Bureau sont des spécialistes de l'AIPRP dont les postes ne sont pas permutants. Toutefois, la moitié des agents ont acquis beaucoup d'expérience à l'étranger. Cette composition du personnel assure un équilibre approprié entre le besoin de continuité dans la gestion d'une charge de travail d'AIPRP en expansion constante et la nécessité d'une expérience approfondie des politiques et du fonctionnement d'un grand ministère polyvalent.
4. Les estimations des traitements et frais de fonctionnement du Bureau de l'AIPRP qui figurent dans les statistiques jointes au présent rapport regroupent les chiffres concernant les activités qui relèvent aussi bien de la *Loi sur l'accès à l'information* que de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. La répartition de ces chiffres entre les deux lois serait extrêmement malaisée.

\* \* \*

## II. Activités principales du Bureau de l'AIPRP

1. L'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de politiques, lignes directrices et procédures visant à assurer que le Ministère se conforme aux deux *lois*.
2. La surveillance de l'observation par le Ministère des deux *lois*, de leurs règlements d'application et des procédures et politiques pertinentes. Le Bureau de l'AIPRP à Ottawa répond à toutes les demandes présentées au Ministère au Canada ou aux missions canadiennes à l'étranger.
3. La promotion d'une meilleure connaissance des deux *lois* grâce à l'organisation de séances d'information et à la prestation de conseils aux services ministériels sur le respect des deux *lois*.
4. La réponse à des demandes de divulgation de renseignements personnels à des organismes d'enquête fédéraux aux termes de l'alinéa 8(2)e) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
5. Des consultations avec les gouvernements étrangers, à la demande d'autres ministères, par l'entremise de nos missions à l'étranger ou des missions étrangères au Canada.
6. Les demandes de déclassification et de divulgation de documents canadiens présentées par les gouvernements étrangers.
7. La collecte, en vertu de diverses dispositions législatives ou autres, de renseignements commerciaux fournis à titre confidentiel par des entreprises canadiennes ayant des activités à l'étranger ou traitant avec des gouvernements étrangers. Si, après réception d'une demande visant de tels renseignements, le Ministère estime que les renseignements ne présentent pas pour lui d'intérêt particulier, il informe ou consulte en conséquence les parties intéressées avant de communiquer un document quelconque.
8. L'examen des documents du Ministère avant leur envoi aux Archives nationales.

\* \* \*

### **III. Autres responsabilités**

Étant donné son rôle international, le MAECI a des défis particuliers à relever dans l'application de la législation sur l'AIPRP. En effet, la divulgation à mauvais escient de renseignements délicats pourrait gravement compromettre les intérêts d'autres États et d'organisations internationales. Si de tels renseignements ne sont pas adéquatement protégés, des préjudices graves peuvent en découler, non seulement dans les relations du Canada avec la partie touchée, mais aussi dans ses relations avec d'autres pays, qui risquent par la suite d'avoir des réticences à communiquer des dossiers intéressant les Canadiens.

La règle générale, dans les relations entre États et lors de la participation du Canada aux délibérations d'organisations internationales ou d'organismes multilatéraux, est que les communications entre gouvernements sont privées. Les lois canadiennes, conçues pour les besoins intérieurs, doivent être appliquées judicieusement si le Canada veut conserver la confiance des gouvernements et des organisations avec lesquels il traite. En même temps, le MAECI possède des données et d'autres renseignements fournis, ordinairement à titre confidentiel, par des gouvernements provinciaux, d'autres ministères fédéraux et le secteur privé canadien.

#### **Consultation**

Le gouvernement du Canada détient des documents et renseignements reçus à titre confidentiel de gouvernements étrangers et d'organisations internationales. Les autres institutions fédérales sont encouragées à consulter le Ministère pour établir le niveau de confidentialité des renseignements de source étrangère ou pour déterminer dans quelle mesure leur divulgation nuirait à la conduite des affaires internationales. De telles consultations peuvent être longues et complexes. Le Bureau de l'AIPRP est chargé des consultations avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales, qui s'effectuent habituellement par l'entremise de nos missions à l'étranger ou des missions étrangères au Canada.

Le Ministère recueille également, en vertu de diverses dispositions législatives ou autres, un volume appréciable de renseignements commerciaux qui lui sont fournis à titre confidentiel par des entreprises ayant des activités à l'étranger. Lorsque, après réception d'une demande visant de tels renseignements, le Ministère estime que les renseignements ne présentent pas pour lui d'intérêt particulier, il informe ou consulte adéquatement les parties intéressées avant de divulguer quelque document que ce soit.



## **Demandes d'organismes d'enquête**

Le Bureau de l'AIPRP a traité 174 demandes de divulgation d'information présentées aux termes de l'alinéa 8(2)e) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ceci représente une hausse considérable (de 26%) par rapport à l'exercice précédent.

## **Accès amélioré**

### Programme d'examen des dossiers

Ce programme permet au Ministère de rendre public certains dossiers, mettant ainsi à la disposition des chercheurs davantage d'information sur le rôle du Canada dans les affaires internationales. En 2002-2003, le Bureau de l'AIPRP a examiné 118,000 pages d'anciens dossiers avant leur transfert aux Archives Nationales. Le travail ayant commencé plus tard que d'habitude cette année, le nombre de pages examinées a diminué; on s'attend à ce que ce chiffre double l'année prochaine.

### Section historique – Programme d'accès non officiel

Ce programme donne aux universitaires et aux chercheurs la possibilité de consulter des dossiers détenus par le Ministère à des fins professionnelles. Avec le concours des différentes directions, il est parfois possible ainsi de faciliter l'accès aux dossiers du Ministère, en dehors du cadre officiel de la *Loi sur l'accès à l'information*, sans pour autant compromettre le caractère confidentiel des renseignements délicats.

### Accès non officiel

Le Bureau de l'AIPRP a répondu à plusieurs demandes d'accès non officiel à des renseignements. Des demandes non officielles sont également adressées à des directions du Ministère, au Service des relations avec les médias, à la bibliothèque principale du Ministère (qui est située au rez-de-chaussée de l'édifice pour faciliter l'accès au public), ainsi qu'aux missions à l'étranger. Les agents ministériels sont encouragés à envisager de répondre à ces demandes non officielles. L'AIPRP tient en outre un site Web où sont placées des descriptions des demandes après leur traitement, afin de renseigner le public sur les renseignements déjà divulgués par le Ministère. Ce site se trouve à <http://www.dfait-maeci.gc.ca/departement/privacy/menu-fr.asp>.

### Salle de consultation

Une salle de consultation est ouverte au public près des locaux du Bureau de l'AIPRP. Les manuels en usage au Ministère et d'autres documents y sont à la disposition du public et des personnes qui souhaitent consulter sur place des documents rendus publics sans avoir à acquitter des frais de photocopie.

## IV. Défis

Le nombre de demandes d'accès à l'information et aux renseignements personnels a continué à s'accroître rapidement, de même que les demandes de consultation provenant d'autres ministères et de gouvernements étrangers. On peut s'attendre à ce que l'intérêt porté à l'information détenue par le Ministère continue à croître, au fur et à mesure que le public en prend conscience.

La mise en vigueur, à la date du 1er mai 2002, de la politique du Conseil du Trésor en ce qui concerne les évaluations des répercussions sur la protection des renseignements personnels a déjà eu un effet considérable sur plusieurs secteurs du Ministère et sur le Bureau de l'AIPRP, et il est probable que cet effet continue à s'accroître.

Le Ministère a également d'autres défis à relever, qui ne touchent peut-être pas d'autres ministères fédéraux :

1. La nécessité d'obtenir des documents détenus dans des missions diplomatiques à l'étranger pour répondre aux demandes;
2. L'importante proportion de cas exigeant la consultation de tiers, d'autres gouvernements, d'organisations internationales et d'organismes multilatéraux;
3. La complexité et la nature délicate des demandes reçues.

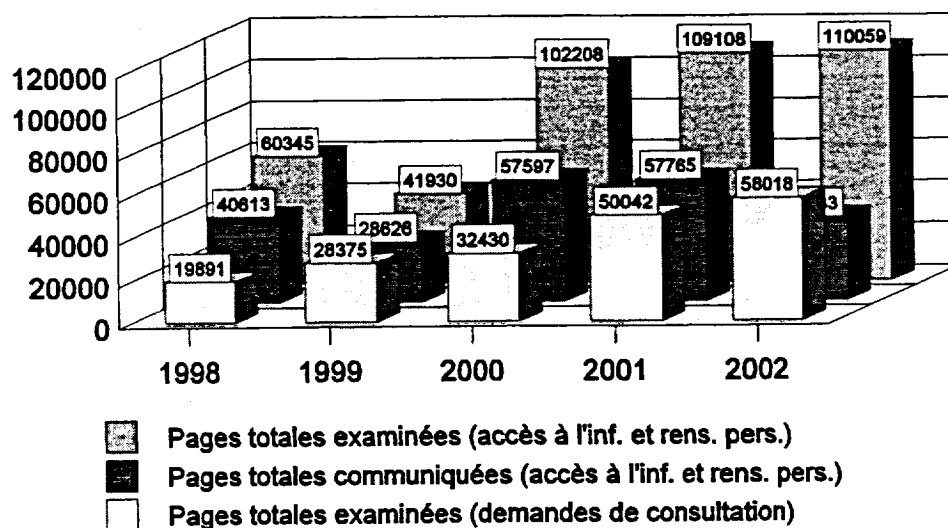
De plus, compte tenu des responsabilités du Ministère, ses employés doivent souvent réagir rapidement à des crises internationales urgentes. Ainsi, le Ministère se trouve quotidiennement dans l'obligation de s'occuper sur-le-champ et de situations urgentes et de demandes prioritaires d'accès à l'information.

## V. Progrès réalisés

Le Commissaire à l'information a accordé au Ministère une note de "B" pour la période d'évaluation du 1er avril au 30 novembre 2002, suite à un "D" l'année précédente et à un "F" les trois années précédentes.

Au cours du dernier exercice, le Bureau de l'AIPRP a examiné au total 168 077 pages d'information, dont 103 067 en réponse à des demandes d'accès à l'information, 6 992 en réponse à des demandes de renseignements personnels et 58 018 en réponse à des demandes de consultation. Par comparaison, le total de l'année dernière était de 159 150. Il y a donc eu une hausse de 5,6 %. Au total, 39 333 pages ont été communiquées en 2001-2002, soit 35,7 % des pages examinées dans le cadre des demandes d'accès à l'information et aux renseignements personnels (une légère baisse comparée au pourcentage de l'année dernière, soit 36,3 %). Sur ce nombre, 33 001 pages ont été communiquées en réponse à des demandes d'accès à l'information et 6 332 en réponse à des demandes de communication de renseignements personnels. Le nombre de pages examinées en réponse à ces dernières demandes a augmenté de 39 % par rapport à l'exercice précédent.

### Pages examinées et communiquées



# Partie I – Accès à l'information

## Rapport statistique

On trouvera un rapport statistique détaillé à l'annexe A, à la fin du présent document.

## Interprétation/explication

Durant l'exercice 2002-2003, le Ministère a reçu 529 nouvelles demandes présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, une hausse de 7 %, qui se sont ajoutées à 143 demandes reportées de l'exercice précédent. Sur ce total de 672 demandes, 461 ont été traitées pendant la période visée par ce rapport et 211 ont été reportées. Dans l'ensemble, 208 demandes ont été traitées en 30 jours ou moins et 53 autres, en moins de 60 jours. Il a fallu plus de 60 jours pour traiter les demandes restantes (200).

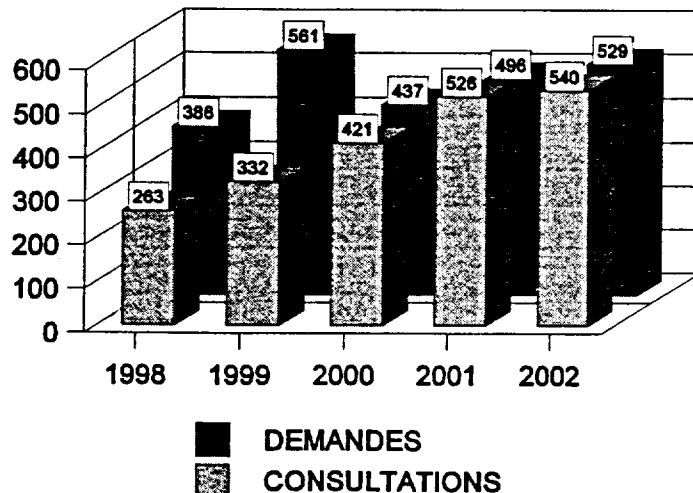
## Demandes traitées

Les demandes traitées se répartissaient comme suit :

Communication totale	45
Communication partielle	196
Aucune communication (exemption)	8
Aucunes communications (exclusion)	1
Transmission	13
Traitement impossible	112
Désistement	78
Traitement non officiel	8
<b>TOTAL</b>	<b>461</b>

## DEMANDES/CONSULTATIONS

Le rapport statistique ne tient pas compte des 540 demandes de consultation que d'autres ministères et d'autres gouvernements ont adressées au Ministère, une légère hausse par rapport aux 526 demandes reçues l'année dernière.

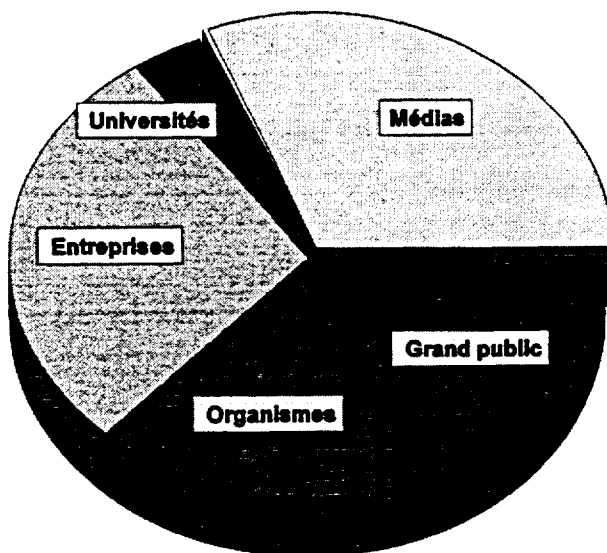


## Demandeurs

La ventilation des demandeurs présentée ci-dessous ne renseigne pas nécessairement sur les utilisateurs ultimes de l'information. La ventilation est la suivante :

Médias	165
Universités	19
Entreprises (demandeurs professionnels inclus)	149
Organismes (députés inclus)	96
Grand public	100

Les demandes provenant des médias ont diminué de 16 %, celles du public de 23 % (une différence frappante comparée à l'année dernière) et celles des organismes de 7,5 %; les demandes des entreprises, par contre, ont augmenté de façon dramatique de près de 250 % et celles des universités de 237 %, quoique le nombre de demandes est restreint.



## **Plaintes**

Sur les 54 plaintes reçues pendant l'année par les deux commissaires au sujet du Ministère (48 l'année précédente), 48 ont été présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Aucune de ces plaintes présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* portait sur des retards (comparé à six l'année dernière). Après enquête, 12 des plaintes concernant l'accès à l'information ont été considérées comme réglées, quatre ont été jugées sans fondement et il y a eu six désistements.

## **Affaires portées devant la Cour fédérale**

En 2002-2003, aucune nouvelle demande n'a été déposée en vertu de l'article 41 de la *Loi sur l'accès à l'information*. Toutefois, deux demandes étaient encore à l'étude.

# Partie II – Protection des renseignements personnels

## Rapport statistique

On trouvera un rapport statistique détaillé à l'annexe B, à la fin du présent document.

## Interprétation/explication

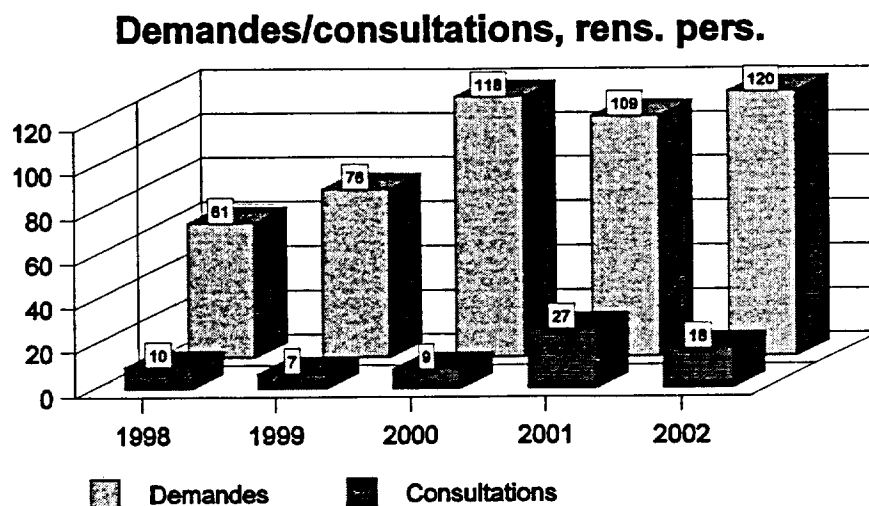
Durant l'exercice 2002-2003, le Ministère a reçu 120 demandes de communication de renseignements personnels (une hausse de 10 % par rapport à l'année précédente), auxquelles se sont ajoutées 21 demandes reportées de l'exercice précédent. Sur ces 141 demandes, 132 ou 93,6 % ont été traitées pendant l'exercice, une amélioration de 10 %.

## Demandes traitées

Ces demandes se répartissaient comme suit :

Communication totale	59
Communication partielle	41
Aucune communication (exclusion)	0
Aucune communication (exemption)	1
Traitement impossible	24
Désistement	7
Transmission	0
<b>TOTAL</b>	<b>132</b>

Parmi les demandes traitées, 96 ont fait l'objet d'une réponse en 30 jours ou moins, 29 en 60 jours ou moins et sept en plus de 60 jours.



## **Plaintes**

Sur les 54 plaintes reçues pendant l'année par les deux commissaires au sujet du Ministère (48 l'année précédente), six ont été présentées en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Aucune de ces plaintes présentées en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ne portait sur des retards (en baisse par rapport aux quatre de l'année précédente). Une seule plainte a été considérée réglée, ayant été jugée sans fondement.

## **Demandes de correction de renseignements**

Au cours de la période visée par le présent rapport, il n'y a eu aucune demande de correction de renseignements détenus par le Ministère.

## **Évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels**

La politique du Conseil du Trésor en ce qui concerne les évaluations des répercussions sur la protection des renseignements personnels est entrée en vigueur à la date du 1er mai 2002, et plusieurs secteurs de programmes ont déjà entrepris des évaluations. De son côté, le Bureau de l'AIPRP a participé pleinement à ce travail, et les répercussions sur le Bureau ont déjà été considérables. Le Ministère essayant d'équilibrer les besoins en sécurité et les questions de protection des renseignements personnels, il est probable que les pressions sur le Bureau aillent en augmentant.

## **Voies officielles et non officielles**

Il n'y a eu aucun changement depuis le dernier rapport. Les employés du Ministère continuent d'avoir accès aux dossiers du personnel à titre non officiel et habituellement sans passer par le Bureau de l'AIPRP. Les demandes provenant de particuliers ont été traitées aussi rapidement que possible, aussi bien par les voies officielles que non officielles.



### **Divulgence aux termes de l'alinéa 8(2)(e)**

Le Ministère a reçu des organismes d'enquête fédéraux 174 demandes de divulgation présentées en vertu de l'alinéa 8(2)e) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Elles ont toutes été traitées conformément à la Loi. Ce chiffre représentait une hausse de 26 %, suivant une baisse de 22 % l'année précédente.

### **Divulgence aux termes de l'alinéa 8(2)(m)**

Santé Canada a demandé au Ministère de divulguer les renseignements permettant la localisation d'individus qui auraient pu être exposés au Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). Le Bureau du Commissaire à la protection de la vie privée a été averti, et le Commissaire a donné son accord à ce que ces renseignements soient divulgués aux termes de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ceci représente la première fois que le Ministère reçoive une demande de ce genre.

### **Usage et divulgation**

Comme le Ministère n'administre qu'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, la mise en application du code régissant l'usage et la divulgation de ces renseignements n'a causé aucune difficulté.

### **Affaires portées devant la Cour fédérale**

La Cour fédérale n'a reçu aucune nouvelle demande durant l'exercice 2002-2003.

**ANNEXE "A"**

**REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT  
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

 **Government of Canada** / **Gouvernement du Canada**

<b>Institution</b> DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL.			<b>Reporting period</b> Période visée par le rapport 4/1/2002 to/à 3/31/2003		
<b>Source</b>	<b>Media Médias</b> 165	<b>Academia</b> Secteur universitaire 19	<b>Business</b> Secteur commercial 149	<b>Organization</b> Organisme 96	<b>Public</b> 100

**I Requests under the Access to Information Act**  
*Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information*

Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	529
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	143
<b>TOTAL</b>	<b>672</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le	461
Carried forward Reportées	211

**II Disposition of requests completed**  
*Disposition à l'égard des demandes traitées*

1. All disclosed Communication totale	45	6. Unable to process Traitement impossible	112
2. Disclosed in part Communication partielle	196	7. Abandoned by applicant Abandon de la demande	78
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally Traitement non officiel	8
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	8	<b>TOTAL</b>	<b>461</b>
5. Transferred Transmission	13		

**III Exemptions invoked**  
*Exemptions*

S. Art. 13(1)(a)	71	S. Art. 16(1)(a)	14	S. Art. 18(b)	4	S. Art. 21(1)(a)	116
(b)	4	(b)	0	(c)	0	(b)	82
(c)	5	(c)	5	(d)	1	(c)	29
(d)	4	(d)	0	S. Art. 19(1)	166	(d)	9
S. Art. 14	40	S. Art. 16(2)	10	S. Art. 20(1)(a)	25	S. Art. 22	2
S. 15(1) International rel. Art. Relations intern.	20	S. Art. 16(3)	0	(b)	39	S. Art. 23	32
Defence Défense	119	S. Art. 17	1	(c)	31	S. Art. 24	0
Subversive activities Activités subversives	1	S. Art. 18(a)	5	(d)	8	S. Art. 26	3

**IV Exclusions cited**  
*Exclusions citées*

S. Art. 68(a)	3	S. Art. 69(1)(c)	0
(b)	0	(d)	4
(c)	0	(e)	3
S. Art. 69(1)(a)	26	(f)	1
(b)	0	(g)	11

**V Completion time**  
*Délai de traitement*

30 days or under 30 jours ou moins	208
31 to 60 days De 31 à 60 jours	53
61 to 120 days De 61 à 120 jours	100
121 days or over 121 jours et plus	100

**VI Extensions**  
*Prorogations des délais*

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Searching Recherche	47	138
Consultation	21	68
Third party Tiers	1	17
<b>TOTAL</b>	<b>69</b>	<b>223</b>

**VII Translations**  
*Traductions*

Translations requested Traductions demandées	0
Translations prepared Traductions préparées	0
English to French De l'anglais au français	0
French to English Du français à l'anglais	0

**VIII Method of access**  
*Méthode de communication*

Copies given Copies de l'original	237
Examination Examen de l'original	4
Copies and examination Copies et examen	3

**IX Fees**  
*Frais*

<b>Net fees collected</b> Frais nets perçus			
Application fees Frais de la demande	\$2,804.60	Preparation Préparation	\$1,150.20
Reproduction	\$981.80	Computer processing Traitement informatique	\$245.00
Searching Recherche	\$4,195.00	<b>TOTAL</b>	<b>\$9,376.60</b>
<b>Fees waived</b> Dispense de frais		<b>No. of times</b> Nombre de fois	<b>\$</b>
\$25.00 or under 25 \$ ou moins		35	\$313.40
Over \$25.00 De plus de 25 \$		15	\$3,892.40

**X Costs**  
*Coûts*

<b>Financial (all reasons)</b> Financiers (raisons) (\$000)	
Salary Traitement	
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	
<b>TOTAL</b>	
<b>Person year utilization (all reasons)</b> Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	

## ANNEXE "B"

## REPORT ON THE PRIVACY ACT

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution <b>DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL</b>	Reporting period Période visée par le rapport <b>4/1/2002 to/à 3/31/2003</b>
--	---

<b>I</b> Requests under the Privacy Act Demandes en vertu de la Loi sur la protection	
Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	120
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	21
<b>TOTAL</b>	<b>141</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le	132
Carried forward Rapportées	9

<b>II</b> Disposition of requests completed Disposition à l'égard des demandes traitées	
1. All disclosed Communication totale	59
2. Disclosed in part Communication partielle	41
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	1
5. Unable to process Traitement impossible	24
6. Abandoned by applicant Abandon de la demande	7
7. Transferred Transmission	0
<b>TOTAL</b>	<b>132</b>

<b>III</b> Exemptions invoked Exceptions invoquées	
S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	4
(b)	0
(c)	1
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	9
S. Art. 22(1)(a)	7
(b)	1
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23(a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	0
S. Art. 26	40
S. Art. 27	7
S. Art. 28	0

<b>IV</b> Exclusions cited Exclusions citées	
S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

<b>V</b> Completion time Délai de traitement	
30 days or under 30 jours ou moins	96
31 to 60 days De 31 à 60 jours	29
61 to 120 days De 61 à 120 jours	7
121 days or over 121 jours ou plus	0

<b>VI</b> Extensions Prorogations des délais		
	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Interference with operations Interruption des opérations	19	0
Consultation	6	0
Translation Traduction	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>25</b>	<b>0</b>

<b>VII</b> Translations Traductions		
Translations requested Traductions demandées		0
Translations prepared Traductions préparées	English to French De l'anglais au français	0
	French to English Du français à l'anglais	0

<b>VIII</b> Method of access Méthode de consultation	
Copies given Copies de l'original	98
Examination Examen de l'original	1
Copies and examination Copies et examen	0

<b>IX</b> Corrections and notation Corrections et mention	
Corrections requested Corrections demandées	0
Corrections made Corrections effectuées	0
Notation attached Mention annexée	0

<b>X</b> Costs Coûts	
	Financial (all reasons) Financiers (raisons) (\$000)
Salary Traitement	
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	
<b>TOTAL</b>	
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	

## Annexe C

### **Responsabilités obligatoires du Ministère**

*aux termes de la Loi sur le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international*

- (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés à la conduite des affaires extérieures du Canada, notamment en matière de commerce international et de développement international.
- (2) Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le ministre :
- (a) dirige les relations diplomatiques et consulaires du Canada;
  - (b) est chargé des communications officielles entre le gouvernement du Canada, d'une part, et les gouvernements étrangers ou les organisations internationales, d'autre part;
  - (c) mène les négociations internationales auxquelles le Canada participe;
  - (d) coordonne les relations économiques internationales du Canada;
  - (e) stimule le commerce international du Canada;
  - (f) a la tutelle de l'Agence canadienne de développement international;
  - (g) coordonne les orientations données par le gouvernement du Canada aux chefs des missions diplomatiques et consulaires du Canada;
  - (h) assure la gestion des missions diplomatiques et consulaires du Canada;
  - (i) assure la gestion du service extérieur;
  - (j) encourage le développement du droit international et son application aux relations extérieures du Canada;
  - (k) exerce tous autres pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués de droit.

## Programmes

(3) Le ministre peut élaborer et mettre en œuvre des programmes relevant de ses pouvoirs et fonctions en vue de favoriser les intérêts du Canada à l'étranger, notamment :

- (a) de stimuler le commerce international du Canada;
- (b) d'aider les pays en voie de développement.

Sous réserve de l'article 5, le ministre du Commerce international favorise le commerce international du Canada :

- (a) en aidant les exportateurs canadiens dans leurs initiatives de commercialisation sur les marchés extérieurs et en favorisant l'accroissement des exportations;
- (b) en facilitant, par voie de négociations, la pénétration des denrées, produits et services canadiens dans les marchés extérieurs;
- (c) en stimulant les relations commerciales avec les autres pays;
- (d) en concourant à l'amélioration de la situation du commerce mondial.

\* \* \*

**Department of Foreign Affairs and International Trade**

**Access to Information  
and Privacy Protection**

**Annual Report 2002-2003**

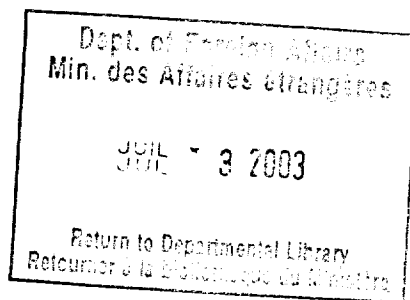
**April, 2003**

# Table of Contents

	<b>Page</b>
<b>Context</b>	4
<b>I. Organization of the ATIP Office and Implementation of the two Acts</b>	6
<b>II. Main Activities of the ATIP office</b>	7
<b>III. Additional Responsibilities</b>	8
<b>IV. Challenges</b>	10
<b>V. Progress</b>	11

## Part I - Access to Information

<b>Interpretation/Explanation</b>	12
<b>Requests Processed</b>	12
<b>Requesters</b>	13
<b>Complaints</b>	14
<b>Applications to the Federal Court</b>	14



## Part II - Privacy

<b>Interpretation/Explanation</b>	15
<b>Requests Processed</b>	15
<b>Complaints</b>	16
<b>Requests for Correction of Information</b>	16
<b>Privacy Impact Assessments</b>	16
<b>Formal/Informal Interface</b>	16

<b>Disclosure under Section 8(2)(e)</b>	17
<b>Disclosure under Section 8(2)(m)</b>	17
<b>Use and Disclosure</b>	17
<b>Applications to the Federal Court</b>	17
<b>Annex A - Statistical Report on the <i>Access to Information Act</i></b>	
<b>Annex B - Statistical Report on the <i>Privacy Act</i></b>	
<b>Annex C - Mandated Responsibilities of the Department</b>	



## **Context**

### **THE ATIP OFFICE AT THE DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE**

Stretching from Ottawa to Missions around the globe, the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) holds a particular and sometimes difficult mandate, rendering the role of the ATIP office equally wide-ranging and complex.

#### **Array of subjects**

Requests in 2002-2003 covered a great array of subjects: immediate political events, consular cases (Canadians in trouble overseas), NAFTA, financial questions, import and export problems, trade issues of all sorts, Canadian relations with various countries, passport information, personnel questions, ministerial and ambassadorial expenses, diplomatic immunity, grants and contributions and many others.

One demanding and unusual example was that of 61 requests received from a single requester on a single day, for all records in the e-mail systems of a wide variety of employees within the Department, requiring an immediate and considerable effort on the part of the ATIP office, and one which is expected to continue for more than a year.

#### **Challenges within the Department**

Officers and staff move frequently in this Department, from assignments at Headquarters to positions at Canadian missions abroad and back, and it is up to the ATIP office to ensure that continuity of information and awareness of the legal obligations imposed by the *Act* are preserved. Raising awareness of the two *Acts* among colleagues is an important objective, and good working relationships with Offices of Primary Interest (OPIs) have allowed the ATIP office to implement a variety of training tools. In an era of exponentially-increasing information flow, DFAIT, like other departments, is revising its records management and information storage systems. In this context, the ATIP office is working hard to remind officers of the importance of good record and information management and encouraging colleagues to record and save all records related to their work.

Given the ever-increasing overall number of requests (see chart, covering fiscal years 1998-2003, on page 12), consultation requests and total number of pages reviewed (see chart on page 11), it has been a priority to increase the efficiency of the ATIP office. The new Procedures Manual has proved a useful tool, and has been updated regularly over the course of the year.

## **Requesters**

During this fiscal year, requesters (see chart on page 13) were most frequently members of the media, followed by businesses, with a surge in demands this year. This reflects the interest of Canadians in the work of this Department, and its involvement in many key issues of concern to the public and the business community.

## **Report Card**

Beginning in 1999, the Information Commissioner of Canada introduced a new approach to monitoring the work of federal departments. This Department, along with others, was chosen as a focus of scrutiny and has continued to be subject to this review annually. During the period April 1 - November 30, 2002, the Information Commissioner gave the Department an improved grade, recognizing the increase in requests completed on time.

\* \* \*

# I. Organization of the ATIP office and Implementation of the two Acts

## Organization

1. The Director of the Access to Information and Privacy Protection Division (the ATIP Office of the Department) has been delegated full authority to exercise the powers of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*.
2. The ATIP Director reports to the Director General of the Executive Services Bureau. In addition to the ATIP Director, the Deputy Minister of Foreign Affairs, the Deputy Minister for International Trade, and the Director General of the Executive Services Bureau are also designated with full powers, and all Heads of Mission are designated to act under Section 8(2)(m) of the *Privacy Act*.
3. In addition to the Director, the ATIP Office has a complement of six officers, three support staff and various consultants, all of whom are dedicated to access, privacy and directly related issues on a full-time basis. All are ATIP specialists, not available for appointment to positions abroad, although fully half the officers have had considerable overseas experience. This reflects an appropriate balance between the need for continuity in managing an ever-expanding ATIP workload and detailed practical knowledge of the policies and working practices of a large and multifaceted Department.
4. The estimates of salary and operations for the ATIP Office found in the statistical record included in this report combine figures for operations under both the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* since a breakdown for each *Act* is not practical.

\* \* \*

## II. Main Activities of the ATIP office

1. Developing, co-ordinating and implementing effective policies, guidelines and procedures to manage the Department's compliance with both *Acts*.
2. Monitoring departmental compliance with both *Acts*, accompanying regulations and relevant procedures and policies; all requests submitted to the Department within Canada or at Canadian missions abroad are replied to by the ATIP Office in Ottawa.
3. Promoting awareness of both *Acts* through briefings and guidance to departmental units on compliance with the legislation.
4. Responding to requests for release of personal information to federal investigative agencies under Section 8(2)(e) of the *Privacy Act*.
5. Consulting with foreign governments, on behalf of other government departments, through Canadian posts abroad or resident foreign missions in Canada.
6. Handling requests by foreign governments regarding the declassification and disclosure of Canadian documents.
7. Collecting, under various legislative authorities or otherwise, commercial information in confidence from Canadian companies operating abroad or dealing with foreign governments. In the event of requests for such information, the Department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested parties before considering disclosure of any records.
8. Screening departmental records prior to transfer to the National Archives.

\* \* \*

### **III. Additional Responsibilities**

Due to the international role of DFAIT, the Department faces special challenges in the administration of the ATIP legislation. The interests of other states and international organizations would be seriously affected were sensitive information released inappropriately. If such information is not properly protected, significant damage could result - not only in respect of Canada's relations with the affected party, but with others who may be less forthcoming in future matters of interest to Canadians.

The broad rule on state-to-state relations, and Canadian participation in deliberations of international organizations or multilateral bodies, is that communications between and among governments are private. The Canadian legislation, designed for domestic circumstances, must therefore be applied judiciously to retain the trust of other governments and organizations with which Canada deals. Similarly, DFAIT holds data and information provided, usually in confidence, by provincial governments in Canada, by other federal departments and by the Canadian business sector.

#### **Consultation**

The Canadian government holds records and information received in confidence from foreign governments and international organizations. Other federal government institutions are mandated to solicit the assistance of the Department in determining the extent to which documents were obtained in confidence or the extent to which disclosure of information would be injurious to the conduct of Canada's international affairs. These consultations can be lengthy and complex. The ATIP Office is responsible for consultations with foreign governments and international organizations, which are normally undertaken through Canadian posts abroad or, at times, through foreign missions resident in Canada.

The Department also collects, under various legislative authorities or otherwise, an appreciable amount of commercial information obtained in confidence from Canadian companies operating abroad. In the event of requests for such information, the Department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested third parties before disclosing records.

## **Requests from Investigative Bodies**

The ATIP Office processed 174 requests for disclosure of personal information under Section 8(2)(e) of the *Privacy Act*. This is a significant increase (26%) over the last fiscal year.

## **Enhanced Access**

### Screening Program

This unique program allows the department to release records that facilitate research access to greater volumes of information concerning Canada's conduct of international relations. In 2002-2003, the ATIP office screened some 118,000 pages of historical departmental records prior to transfer to the National Archives. The screening program started later than usual this year, and this is reflected in the lower overall number of pages screened. However, it is expected that the number will more than double in the next fiscal year.

### Historical Section: Informal Access Program

This program provides an avenue for academics and serious researchers who seek access to records held by the Department in order to carry out to their work. With the assistance of departmental divisions, access to records held by the Department is expedited outside the formal framework of the *Access to Information Act* while ensuring that sensitive information remains protected.

### Informal Access

The ATIP Office responded to a number of requests for informal access to information. Informal requests are also addressed to divisions within the Department, the Media Relations Office, the main departmental library which is located on the main floor of the building for enhanced public access, or to missions abroad. Departmental officers are encouraged to consider responding to informal requests for information. An ATIP website is also maintained, where descriptions of requests are placed once processing has been finalized, to allow the public to see what has been previously released: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/department/privacy/menu-en.asp>

### Reading Room

A reading room is available adjacent to the ATIP Office. Current departmental manuals and other documents are available to members of the public and requesters who wish to examine material being disclosed, rather than paying photocopying fees.

## **IV. Challenges**

Both the number of access to information requests and requests to the Department for personal information have continued to increase rapidly, as have the number of consultation requests from other departments and foreign governments. It is anticipated that interest in information held by the Department will continue to grow as public awareness also increases.

Implementation of Treasury Board's policy on Personal Information Assessments, which came into effect on May 1, 2002, has already begun to have a significant impact on many parts of the Department and on the ATIP office, and it is likely that this impact will continue.

The Department also faces certain challenges that may not affect other federal departments, including:

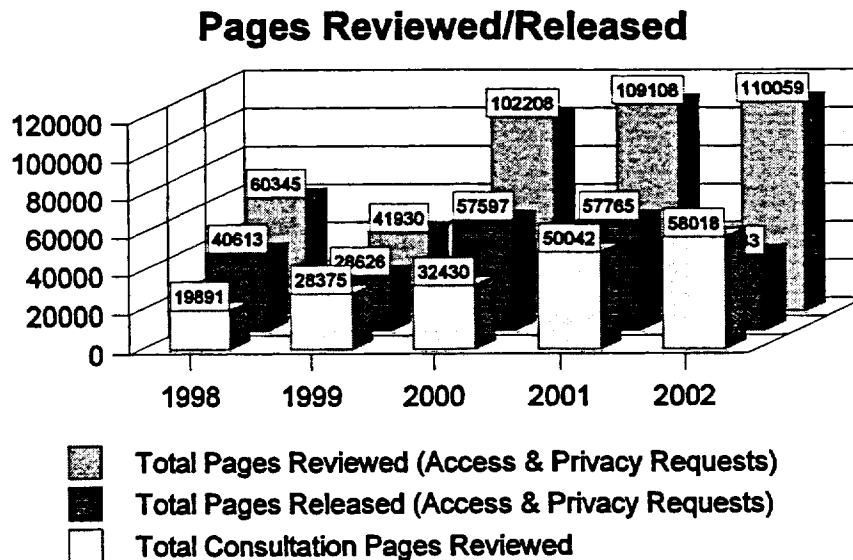
1. the need to obtain documents held at diplomatic missions overseas in order to respond to requests
2. the high volume of cases requiring consultation with third parties and other governments and international organizations or multilateral bodies
3. the complexity and sensitivity of requests received

Furthermore, given the nature of the Department's work, employees must often deal rapidly with urgent international crises. Thus, the Department must regularly balance the competing priorities of response to an urgent situation on the one hand with requests for access to information on the other.

## V. Progress

The Information Commissioner's annual report card assessment for the period April 1 - November 30, 2002, gave the ATIP office of the Department a "B" grade, following a "D" for the complete previous year and an "F" for each of the three complete previous years.

Over the course of the last fiscal year, the ATIP office reviewed 168,077 pages of information in all, of which 103,067 in response to access to information requests, 6,992 to requests for personal information, and 58,018 to consultation requests. This overall total was up from 159,150 last year, an increase of 5.6%. 39,333 pages in all were released in 2002-2003, representing 35.7% of the pages reviewed in the context of both access requests and requests for personal information, a slight decrease from last year's 36.3%. 33,001 pages were released in response to access requests and 6,332 in response to requests for personal information. The number of pages reviewed in response to requests for personal information increased by 39% in comparison to the previous fiscal year.





# Part I - Access to Information

## Statistical Report

The complete statistical report can be found at the end of this report, as Annex A.

## Interpretation/Explanation

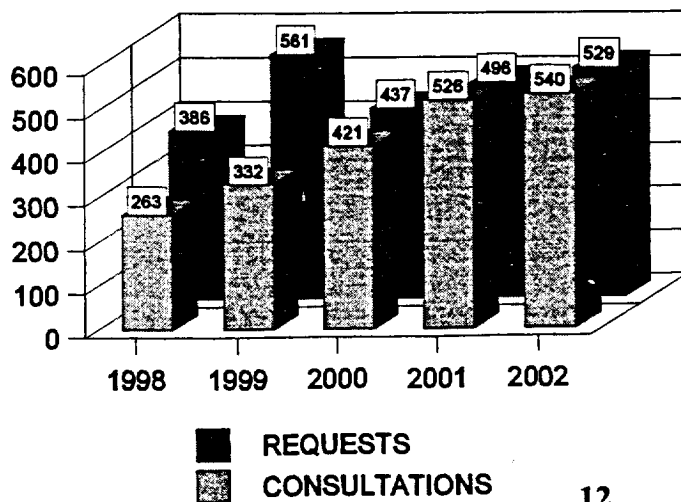
During fiscal year 2002-2003, DFAIT received 529 new requests pursuant to the *Access to Information Act*, an increase of 7%. 143 requests were carried over from the previous reporting year. Of these 672 requests, 461 were completed during the period of this report and 211 were carried forward. 208 requests were completed in 30 days or less and a further 53 were completed in less than 60 days. The remainder (200) required more than 60 days to complete.

## Requests Processed

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	45
Disclosed in part	196
Nothing disclosed (exempt)	8
Nothing disclosed (excluded)	1
Transferred	13
Unable to process	112
Abandoned	78
Treated informally	8
<b>TOTAL COMPLETED</b>	<b>461</b>

## REQUESTS/CONSULTATIONS



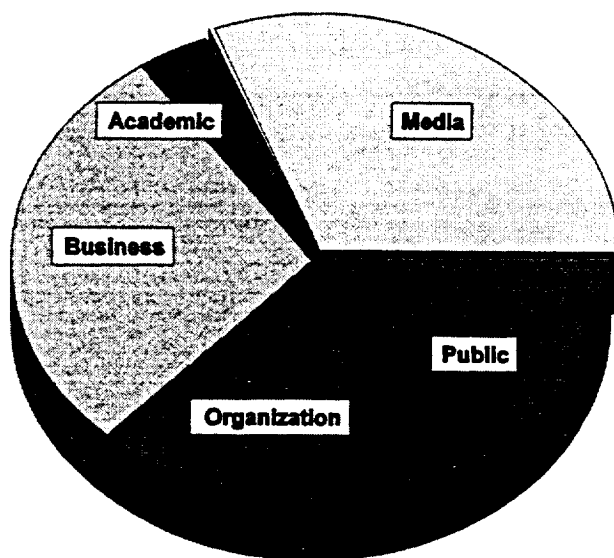
The statistical report does not reflect consultation requests, of which the Department received 540 from other departments and other governments, an increase from last year's 526.

## Requesters

The following summary description of requesters does not necessarily describe the persons to whom the released documents are destined. The breakdown is as follows:

Media	165
Academic	19
Business (including professional requesters)	149
Organizations (including Members of Parliament)	96
Public	100

Requests from members of the media decreased by 16%, from the public by 23% (a striking difference from last year) and from organizations by 7.5%; requests from businesses, on the other hand, rose dramatically by over 250% and those from academics by 237%, though the actual numbers were small.



## **Complaints**

Of the 54 complaints received during the year by the two Commissioners' Offices concerning the Department (compared to 48 in the previous year), 48 were under the *Access to Information Act*.

None of the complaints under the *Access to Information Act* concerned delays (down from six in the previous year). Upon investigation, 12 of the access to information complaints were considered to be resolved, four were judged to be not substantiated and six were discontinued.

## **Applications to the Federal Court**

During 2002-2003, no new applications were filed pursuant to section 41 of the *Access to Information Act*. However, two applications were still under consideration.

# Part II - Privacy

## Statistical Report

The complete statistical report can be found at the end of this report, as Annex B.

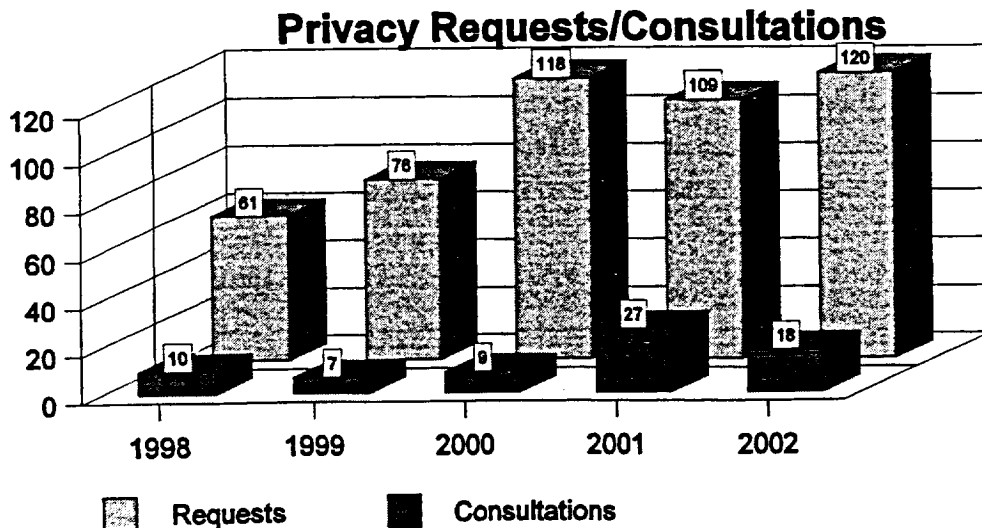
## Information/Explanation

During the fiscal year 2002-2003, 120 Privacy requests were received by the Department, an increase of 10%. 21 requests were carried over from the previous reporting year. Of these 141 requests, 132, representing 93.6%, were completed during the reporting year, an improvement of 10% over the previous fiscal year.

## Requests Processed

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	59
Disclosed in part	41
Nothing disclosed (excluded)	0
Nothing disclosed (exempt)	1
Unable to process	24
Abandoned	7
Transferred	0
<b>TOTAL COMPLETED</b>	<b>132</b>



96 of the completed requests were answered within 30 days, 29 took up to 60 days and seven exceeded 60 days.

## **Complaints**

Of the 54 complaints received during the year by the two Commissioners' Offices concerning the Department (compared to 48 the previous year), six were under the *Privacy Act*.

None of the complaints under the *Privacy Act* concerned delay (down from four the previous year). Only one complaint was completed and it was considered not substantiated.

## **Requests for Correction of Information**

No requests for correction of information held by the Department were received during the period of this report.

## **Privacy Impact Assessments**

Treasury Board's policy on Privacy Impact Assessments came into effect on May 1, 2002, and work is under way in many program areas to prepare assessments. The ATIP Office has been participating fully in this work, and the impact on the office has already been considerable. As the Department attempts to balance security interests and privacy issues, it is probable that pressures on the ATIP office will continue to increase.

## **Formal/Informal Interface**

There has been no change since the last report. Employees of the Department continue to be able to have access to personnel files on an informal basis, usually without recourse to the ATIP Office. Requests from individuals have been handled as expeditiously as possible, formally and informally.

### **Disclosures under 8(2)(e)**

174 requests for disclosure under Section 8(2)(e) of the *Privacy Act* were received by the Department from federal investigative bodies and all were processed in accordance with the *Act*. This is an increase of 26%, following a drop of 22% the year before.

### **Disclosures under 8(2)(m)**

The Department was approached by Health Canada to provide the locator information of individuals who might have been exposed to Severe Acute Respiratory Syndrome (SARS). The Office of the Privacy Commissioner was advised, and the latter concurred in the release of this information under Section 8(2)(m) of the *Privacy Act*. This is the first time this Department has received a request of this sort.

### **Use and Disclosure**

As the Department controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem.

### **Applications to the Federal Court**

The Federal Court received no new applications during fiscal year 2002-2003.

**ANNEX "A"**

<b>Institution</b> DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL.			<b>Reporting period / Période visée par le rapport</b> 4/1/2002 to/à 3/31/2003		
<b>Source</b> Media / Médias 165	Academia / Secteur universitaire 19	Business / Secteur commercial 149	<b>Organization / Organisme</b> 96	<b>Public</b> 100	

**I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information**

Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	529
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	143
<b>TOTAL</b>	<b>672</b>
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le	461
Carried forward / Reportées	211

**II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées**

1. All disclosed / Communication totale	45	6. Unable to process / Traitement impossible	112
2. Disclosed in part / Communication partielle	196	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	78
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally / Traitement non officiel	8
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	8	<b>TOTAL</b>	<b>461</b>
5. Transferred / Transmission	13		

**III Exemptions invoked / Exemptions**

S. Art. 13(1)(a)	71	S. Art. 16(1)(a)	14	S. Art. 18(b)	4	S. Art. 21(1)(a)	116
(b)	4	(b)	0	(c)	0	(b)	82
(c)	5	(c)	5	(d)	1	(c)	29
(d)	4	(d)	0	S. Art. 19(1)	166	(d)	9
S. Art. 14	40	S. Art. 16(2)	10	S. Art. 20(1)(a)	25	S. Art. 22	2
S. 15(1) International rel. / Relations intern.	20	S. Art. 16(3)	0	(b)	39	S. Art. 23	32
Defence / Défense	119	S. Art. 17	1	(c)	31	S. Art. 24	0
Subversive activities / Activités subversives	1	S. Art. 18(a)	5	(d)	8	S. Art. 26	3

**IV Exclusions cited / Exclusions citées**

S. Art. 68(a)	3	S. Art. 69(1)(c)	0
(b)	0	(d)	4
(c)	0	(e)	3
S. Art. 69(1)(a)	26	(f)	1
(b)	0	(g)	11

**V Completion time / Délai de traitement**

30 days or under / 30 jours ou moins	208
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	53
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	100
121 days or over / 121 jours et plus	100

**VI Extensions of delays / Prolongations des délais**

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	47	138
Consultation	21	68
Third party / Tiers	1	17
<b>TOTAL</b>	<b>69</b>	<b>223</b>

**VII Translations / Traductions**

Translations requested / Traductions demandées	0
Translations prepared / Traductions préparées	0
English to French / De l'anglais au français	0
French to English / Du français à l'anglais	0

**VIII Method of access / Méthode de communication**

Copies given / Copies de l'original	237
Examination / Examen de l'original	4
Copies and examination / Copies et examen	3

**IX Fees / Frais**

Net fees collected / Frais nets perçus			
Application fees / Frais de la demande	\$2,804.60	Preparation / Préparation	\$1,150.20
Reproduction	\$981.80	Computer processing / Traitement informatique	\$245.00
Searching / Recherche	\$4,195.00	<b>TOTAL</b>	<b>\$9,376.60</b>
Fees waived / Dispense de frais		No. of times / Nombre de fois	\$
\$25.00 or under / 25 \$ ou moins		35	\$313.40
Over \$25.00 / De plus de 25 \$		15	\$3,892.40

**X Costs / Coûts**

Financial (all reasons) / Financiers (raisons) (\$000)	
Salary / Traitement	
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	
<b>TOTAL</b>	
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	

# ANNEX "B"

## REPORT ON THE PRIVACY ACT

### RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution <b>DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE</b> <b>MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE</b> <b>INTERNATIONAL</b>	Reporting period Période visée par le rapport <b>4/1/2002 to/à 3/31/2003</b>
---	---

<b>I</b> Requests under the Privacy Act Demandes en vertu de la Loi sur la protection	
Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	120
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	21
<b>TOTAL</b>	<b>141</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le	132
Carried forward Reportées	9

<b>II</b> Disposition of requests completed Disposition à l'égard des demandes traitées	
1. All disclosed Communication totale	59
2. Disclosed in part Communication partielle	41
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	1
5. Unable to process Traitement impossible	24
6. Abandoned by applicant Abandon de la demande	7
7. Transferred Transmission	0
<b>TOTAL</b>	<b>132</b>

<b>III</b> Exemptions invoked Exceptions invoquées	
S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	4
(b)	0
(c)	1
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	9
S. Art. 22(1)(a)	7
(b)	1
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23(a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	0
S. Art. 26	40
S. Art. 27	7
S. Art. 28	0

<b>IV</b> Exclusions cited Exclusions citées	
S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

<b>V</b> Completion time Délai de traitement	
30 days or under 30 jours ou moins	96
31 to 60 days De 31 à 60 jours	29
61 to 120 days De 61 à 120 jours	7
121 days or over 121 jours ou plus	0

<b>VI</b> Extensions Prorogations des délais		
	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Interference with operations Interruption des opérations	19	0
Consultation	6	0
Translation Traduction	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>25</b>	<b>0</b>

<b>VII</b> Translations Traductions		
Translations requested Traductions demandées		0
Translations prepared Traductions préparées	English to French De l'anglais au français	0
	French to English Du français à l'anglais	0

<b>VIII</b> Method of access Méthode de consultation	
Copies given Copies de l'original	98
Examination Examen de l'original	1
Copies and examination Copies et examen	0

<b>IX</b> Corrections and notation Corrections et mention	
Corrections requested Corrections demandées	0
Corrections made Corrections effectuées	0
Notation attached Mention annexée	0

<b>X</b> Costs Coûts	
	Financial (all reasons) Financiers (raisons) (\$000)
Salary Traitement	
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	
<b>TOTAL</b>	
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	



## Annex C

# Mandated Responsibilities of the Department

as set out in the *Department of Foreign Affairs and International Trade Act*

(1) The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to the conduct of the external affairs of Canada, including international trade and commerce and international development.

(2) In exercising his powers and carrying out his duties and functions under this Act, the Minister shall

- (a) conduct all diplomatic and consular relations on behalf of Canada;
- (b) conduct all official communication between the Government of Canada and the government of any other country and between the Government of Canada and any international organization;
- (c) conduct and manage international negotiations as they relate to Canada;
- (d) coordinate Canada's international economic relations;
- (e) foster the expansion of Canada's international trade and commerce;
- (f) have the control and supervision of the Canadian International Development Agency;
- (g) coordinate the direction given by the Government of Canada to the heads of Canada's diplomatic and consular missions;
- (h) have the management of Canada's diplomatic and consular missions;
- (i) administer the foreign service of Canada;
- (j) foster the development of international law and its application in Canada's external relations;  
and
- (k) carry out such other duties and functions as are by law assigned to him.

**Programs**

**(3) The Minister may develop and carry out programs related to the Minister's powers, duties and functions for the promotion of Canada's interests abroad including:**

- (a) the fostering of the expansion of Canada's international trade and commerce; and**
- (b) the provision of assistance for developing countries.**

**Subject to section 5, the Minister for International Trade shall promote the expansion of Canada's international trade and commerce by**

- (a) assisting Canadian exporters in their international marketing initiatives and by promoting Canadian export sales;**
- (b) improving the access of Canadian produce, products and services into external markets through trade negotiations;**
- (c) fostering trade relations with other countries; and**
- (d) contributing to the improvement of world trading conditions.**

**\* \* \***